

Le mensuel des dirigeants africains N°50

African Business

African BUSINESS

Édition française

**Peut-on adapter
le modèle indien ?**

**L'avenir du Maroc
se joue en Afrique**

Mobile banking
Les régulateurs
s'en mêlent

**Changement
climatique**
Le littoral
en danger

Franc CFA
Un frein à la
croissance ?

Le Made in Sénégal **S'EXPORTE**

SUPPLÉMENT 24 PAGES

ISSN : 1759-1945

M 06509 - 50 - F : 4,50 € - RD



Junin 2017
France : 4,50 € • Zone euro : 4,90 €
• Zone CFA : 2 900 F. CFA
• Algérie 240 DA • Tunisie 4,500 DT • Maroc 40 Dh
Suisse Sfr 8 • Royaume-Uni £4 • USA \$6 • Canada \$7

L'avenir se joue en Afrique, le Maroc l'a compris

Le Maroc souhaite intégrer la Cedeao. Au-delà des obstacles juridiques, cette ambition témoigne du potentiel d'une coopération entre le pays, qui devra adapter son économie, et ses partenaires. **Par Laurent Bossard**, directeur, et **Julia Wanjiru**, Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO-OCDE)

Même s'il ne remet pas en question le caractère stratégique de ses relations avec l'Europe, le Maroc se tourne davantage vers ses voisins au sud du Sahara, comme en témoigne sa demande d'adhésion à la Cedeao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), en février dernier. Quelques semaines après le retour du Maroc dans l'Union africaine en janvier, cette nouvelle démarche n'est pas surprenante. Elle s'inscrit dans la stratégie africaine du Royaume, qui place désormais le continent au cœur de sa diplomatie internationale, en cherchant à réaffirmer son identité africaine et à promouvoir les vertus de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Sous l'impulsion de Mohammed VI, l'« opération séduction » dirigée vers le continent africain est en marche : visites officielles régulières, signature de près d'un millier d'accords de coopération, échanges et bourses universitaires, etc. Le Maroc est devenu le premier investisseur africain en Afrique de l'Ouest et le deuxième en Afrique. Peu importe l'issue de sa candidature à la Cedeao : qu'il soit membre à part entière ou partenaire privilégié de l'organisation ouest-africaine,

le Maroc est de fait un acteur clé du processus d'intégration régionale.

Le 4 juin 2017, les chefs d'État et de gouvernement de Cedeao trancheront sur la demande d'adhésion du Maroc, et sur celles de la Tunisie et du Tchad ; la Mauritanie, ancien membre de la Communauté, vient, à leur suite, de soumettre sa candidature.

Où situer le Maroc ?

Chaque demande relève d'un agenda propre à chaque pays. Pour le Maroc, l'objectif officiel est de stimuler le décollage économique de l'Afrique. Le Royaume souhaite ainsi « couronner les liens forts aux niveaux politique, humain, historique, religieux et économique avec les pays membres de la Cedeao » et trouver une alternative à l'Union du Maghreb arabe (UMA), immobilisée depuis des décennies du fait du contentieux sahraoui

opposant le royaume chérifien à l'Algérie.

Si le Maroc soutient qu'il remplit la totalité des critères d'adhésion à la Cedeao, une lecture du Traité révisé de la Cedeao de 1993 met en lumière une importante question. Le traité stipule que « la zone géographique correspondant à l'Afrique de l'Ouest » s'aligne sur la définition de l'Union africaine, qui répartit le continent en cinq blocs régionaux ; selon cette définition, l'Afrique de l'Ouest se compose de seize pays, à savoir les 15 pays membres actuels de la Cedeao plus la Mauritanie. L'élargissement à une autre zone géographique implique donc un amendement des traités fondateurs et met en question le découpage régional retenu par l'Union africaine. Il pose également le problème de la continuité territoriale, le Maroc n'étant frontalier d'aucun pays membre de la Cedeao.

Le rapprochement est utile avec les pays du Sahel. Historiquement, le Maroc et l'Afrique au sud du Sahara ont toujours entretenu des liens forts, tissés à travers le commerce transsaharien et facilités par un héritage culturel, linguistique et religieux commun. Sur le plan géopolitique et sécuritaire, le Maroc joue un rôle actif dans les missions de maintien de la paix de l'Union africaine et dans la promotion d'un espace nord-ouest africain comme espace de stabilité et développement. La menace djihadiste dans la bande saharosahélienne constitue une menace pour le Maroc également. De ce point de vue, un rapprochement avec les pays sahéliens et notamment le G5 Sahel, pourrait être utile ; à condition qu'il ne se heurte pas à l'Algérie qui depuis des décennies, joue un rôle géopolitique central dans la résolution des conflits au Mali.

Mieux que ne le font les accords de coopération et d'échanges, l'adhésion à la Cedeao offrirait aux entreprises marocaines un accès direct à un marché de 360 millions de consommateurs, au PIB régional de 1 500 milliards de dollars.

La démarche marocaine marque avant tout la poursuite de sa projection économique en Afrique. Depuis de nombreuses années, le Royaume a activement impliqué ses entreprises publiques dans la mise en œuvre de projets de développement dans les pays africains. Il a également accompagné l'implantation des opérateurs privés, notamment dans le secteur des services. À titre d'exemple, Attijariwafa bank et la BMCE sont aujourd'hui présentes dans la quasi-totalité des pays ouest-africains. L'opérateur Maroc Telecom s'y est progressivement imposé et les projets immobiliers financés par le Maroc sont en pleine croissance. Le Royaume est ainsi devenu le premier investisseur africain en Afrique de l'Ouest; le tissu entrepreneurial marocain est aujourd'hui bien enraciné en Afrique et continue à monter en puissance.

Un potentiel de coopération sous-exploité

Si les échanges commerciaux entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne sont en croissance (+12,8% entre 2000 et 2015), le poids de l'Afrique subsaharienne dans le commerce extérieur du Maroc reste faible, loin derrière l'Europe. La faiblesse des marchés financiers et les insuffisances des cadres juridiques régissant l'investissement, les coûts de transaction élevés, la non-application des protocoles commerciaux et le manque d'infrastructures sont autant de contraintes. Les coûts du commerce empêchent le développement et la diversification des échanges. Les exportations de produits agricoles marocains vers l'Afrique subsaharienne n'ont pas dépassé 1,5% des importations globales de la région pour ces produits. Les marchés du textile et des produits chimiques restent embryonnaires (0,2% et 0,5% des importations respectivement).

Pour l'heure, la présence économique du Maroc est concentrée sur les secteurs de la banque (31% des investissements directs étrangers marocains en Afrique subsaharienne en 2015), des télécommunications (21%), de l'industrie (12%) et de l'immobilier (11%). Pour élargir sa présence en Afrique subsaharienne, le Maroc doit adopter avec l'Afrique une approche plus ciblée et mieux adaptée à



la demande d'importation, notamment parmi les consommateurs urbains de la classe moyenne africaine. Le Maroc pourrait aussi jouer un rôle plus important dans les transferts de technologie dans les domaines de l'irrigation, de l'énergie renouvelable ou d'autres techniques agricoles et industrielles. Dernier point, il doit accepter de s'ouvrir beaucoup plus aux importations en provenance du sud du Sahara.

Une vision tournée vers l'avenir

Mieux que ne le font les accords de coopération et d'échanges actuels, l'adhésion offrirait aux entreprises marocaines un accès direct à un marché en forte croissance de 360 millions de consommateurs, au PIB régional de 1 500 milliards de dollars (en parité de pouvoir d'achat/PPA); y compris le Nigeria, qui en représente deux tiers à lui seul. S'il était admis à part entière, le Maroc ferait partie d'une zone de libre-échange dotée d'un tarif extérieur commun. Il serait membre d'une zone de libre circulation des personnes disposant d'un passeport communautaire qui garantit à tous les citoyens de la Communauté le droit de voyager sans visa et des droits de résidence. Au Maroc, le PIB par habitant est en 2016 de 8 100 \$ (en PPA); ceux des pays ouest-africains vont de 840 \$ (Liberia) à 6 100 \$ (Nigeria). L'économie marocaine attirera un grand nombre d'Africains subsahariens à la recherche

d'opportunités. Ce sujet sera sans doute sur la table à l'heure de la décision finale.

La stratégie marocaine s'inscrit dans une vision à long terme reconnaissant la place de l'Afrique en tant que « nouveau pôle mondial de croissance ». Le pays entend se positionner comme hub régional, au service du co-développement dans les différents domaines clés: sécurité alimentaire, infrastructure, bancarisation, inclusion financière, énergies renouvelables, croissance verte.

Les opportunités d'une coopération Sud-Sud renforcée sont immenses. Malgré les risques, le Maroc a fait très tôt le choix d'investir en Afrique. Le Royaume y a engagé des projets emblématiques, tels que le gazoduc Maroc-Nigeria qui traversera plusieurs pays membres de la Communauté.

Dans sa lettre de candidature, le Maroc indique qu'il veut créer davantage de synergies entre l'économie marocaine et celles des pays membres afin d'« insuffler une nouvelle dynamique à la croissance dans la région ». Il reste à voir, d'une part, si ces arguments économiques suffiront pour convaincre les 15 chefs d'État ouest-africains de faire passer le Maroc du statut d'observateur à celui de membre à part entière, d'autre part, si le Maroc est réellement prêt à ouvrir ses portes aux populations et aux produits de l'Afrique de l'Ouest. Enfin, le poids géopolitique de l'Algérie dans le Sahel sera également un élément central de la réflexion. ■